

Finances publiques à Auray : les syndicats toujours inquiets



Annie Rio et Nicolas Lhuillery (Solidaires), Christophe Rissel (CGT) et Hervé George (CFDT), pour l'intersyndicale Finances publiques du Morbihan, lundi 25 novembre 2019, à Auray. | OUEST-FRANCE

Si des emplois et des services de proximité doivent être maintenus au centre des Finances publiques d'Auray (Morbihan), l'intersyndicale indique que « le compte n'y est pas ». Elle dénonce une réorganisation qui mènerait à un service public « au rabais » et « déshumanisé ».

Les agents du centre des impôts d'Auray (Morbihan), les syndicats et les élus du département se sont fortement mobilisés depuis le printemps, contre le plan Darmanin de réorganisation des finances publiques. Il prévoyait, selon l'intersyndicale, la disparition du centre d'Auray.

Le 5 novembre 2019, la direction des Finances publiques du Morbihan, lors d'un comité technique local, a détaillé les étapes de la mise en place de ce nouveau réseau de proximité. La soixantaine d'emplois du centre d'Auray devrait être maintenue, comme le service de gestion des collectivités locales. En revanche, le service des impôts des entreprises serait supprimé.

Un pôle de proximité ?

Auray accueillerait des services de Vannes, notamment le pôle du recouvrement spécialisé [...] et le service amendes et des missions de Port-Louis, voire Questembert et La Roche-Bernard, indique l'intersyndicale dans son communiqué du 13 novembre.

Un pôle de proximité serait également créé dans la commune. Mais l'intersyndicale estime qu'il ne s'agira que d'une antenne du service des impôts des particuliers de Lorient » et interroge sa pérennité. Une antenne, ça n'est que deux personnes », a souligné, lundi 25 novembre 2019, Annie Rio, déléguée Solidaires Finances publiques.

L'ensemble de ces services seraient regroupés dans un nouveau local, l'actuel bâtiment ne répondant pas, selon la direction des Finances publiques du département, aux normes d'accessibilité. Il serait construit par l'intercommunalité. Son emplacement n'est pas encore déterminé. Plusieurs hypothèses sont évoquées, notamment le quartier de la gare ou celui du Gumenen.

Pour l'intersyndicale, le compte n'y est pas. Elle craint une déshumanisation du service public. Avant la prochaine réunion avec la direction des Finances publiques du Morbihan, prévue mardi 10 décembre 2019, les représentants des différents syndicats vont rencontrer les agents des services du département pour envisager la suite à donner au mouvement.